L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Première et Troisième Municipalités.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 24 MAI 1836.

POUR PRÉSIDENT.

M. VAN BUREN.

POUR VICE PRESIDENT:

RD. M. JOHNSON.

Le grand nombre d'annonces commerciales que nous publions aujourd'hui nous a forcé de réduire de beaucoup nos colonnes éditoriales.

Le Conseil Général n'a pu siéger hier soir faute de nombre; connaissant le zèle qui anime nos aldermen pour la chose publique, nous devons croire que l'insuccès qui a eu lieu dans la seconde municipalité est le seul motif qui les a empêché de se rendre à cette séance.

Le Conseil de la première municipalité doit avoir une séance extraordinaire ce soir.

Nous publions aujourd'hui la seconde lettre de notre correspondant de Paris, sur laquelle nous appelons l'attention de nos lecteurs; cette lettre est accompagnée de documens extraits des journaux français, que nous croyons dignes d'être lus. Notre correspondant nous a également envoyé les détails circonstanciés de l'expédition de Tlémencan qui vient de jeter un nouvel éclat sur les armes françaises en Afrique. Nous en commencerons la publication dans notre prochain numéro.

AUTRE CONFIRMATION DE LA DEFAITE DE SANTA-ANNA.

Vingt-sept lettres écrites par différens officiers de l'armée mexicaine, maintenant prisonniers avec Sta. Anna, confirment, si l'on a encore besoin de confirmation, la nouvelle de la défaite et de la prise de ce général. Ces mêmes lettres nous citerons une de général Cos et une autre de M. Perasa, frère du colonel Perasa maintenant en cette ville. M. Perasa demande même du linge à son frère, car, dit-il, les prisonniers se trouvent dans le plus grand dénuement: ils manquent de tout, excepté la misère (nos faiseurs todo, manquent de la miseria). Toutes ces lettres ont été lues et vues au café de l'Aigle, encoignure des rues Condé et Ste. Anne. En s'adressant à cet endroit on pourra recevoir toutes les informations que l'on desire obtenir.

Nous n'avons jamais douté de l'authenticité de la nouvelle de la prise de Santa-Anna: Si donc nous avions revenu si souvent sur ce sujet, c'est que nous croyons que qu'il était important de donner autant de preuves que possible, aux incrédules, aux gens vendus, ou aux ouïe-dire.

Ceux qui ont fait des paris que Santa-Anna n'était pas pris doivent sans hésiter payer le montant de leur enjeu.

QUARTIER GENERAL DE L'ARMEE,
San Jacinto, 5 Mai 1836.
A L'ARMEE.

CAMARADES!

Des circonstances dépendantes de la [illegible] nous ont séparés de [illegible] nous [illegible] de la grande [illegible] Rusk est [illegible] armée. De [illegible] ce. Sa conduite à la bataille de San [illegible] pour lui as urer votre confiance et votre [illegible]. Les ennemis retranchent; mais cependant ils sont encore dans les limites du Texas. Vous connaissez leur situation; ils ne peuvent vous attaquer à l'improviste. Une bonne discipline et l'obéissance vous rendront invincibles, votre valeur et votre héroïsme est prouvé que vous ne pouviez être vaincus. Que le mépris que vous avez pour votre ennemi ne vous fasse pas cesser de vous tenir sur vos gardes, le vigilance est le premier devoir du soldat, et la gloire la plus belle récompense de ses exploits.

Vous avez supporté patiemment privations, fatigues et difficultés, vous avez marché à l'ennemi, dont les forces étaient deux fois plus nombreuses que les vôtres, et dans l'attaque, comme pendant la bataille, vous avez montré un courage sans parallèle dans les annales des guerres modernes. Tant qu'il restera dans le Texas un ennemi de votre indépendance, vous n'aurez point achevé vos travaux; mais lorsque la liberté sera fermement établie par la paix et la valeur, il vous suffira de dire: "J'étais de l'armée de San Jacinto!

En prenant congé de vous, braves camarades d'armes, je ne puis m'empêcher d'avouer tout l'orgueil que j'éprouve d'avoir, en personne, eu l'honneur de vous commander, et mon admiration et ma reconnaissance sont le tribut que je paie à la promptitude avec laquelle mes ordres ont été exécutés et à l'union qui s'est maintenue dans l'armée; en gardant mon cœur vous embrasse tous avec reconnaissance et amitié.

SAMUEL HOUSTON,
Commandant en chef.

NOUVELLE-ORLEANS, 21 mai 1836.

M. L. U. Gaiennié, Recorder de la 3me. municipalité.

Monsieur,

Au nom des membres de la compagnie des pompiers Mississipi No. 2, nous avons la satisfaction de vous remettre ci-inclus la somme de $135, que nous nous prions de distribuer en secours aux malheureuses victimes de l'incendie du 18 de ce mois.

Nous ressentons un vif plaisir de pouvoir contribuer comme vos concitoyens, à alléger une calamité que, dans l'accomplissement de notre devoir comme pompiers nous n'avons pas pu prévenir.

Agréez l'assurance de notre considération.

George Bedford.
H. Haines.
D. S. Woodruff.
G. West.
J. Ferry.

NOUVELLE ORLEANS, 22 mai 1836.

M. Geo. Bedford, H. Haines, D. S. Woodruff, G. West et J. Ferry.

Messieurs, j'ai reçu votre lettre, contenant la somme de $135 que vous me remettez, au nom de la compagnie de pompiers Mississipi No. 2, pour la distribution de secours aux malheureuses victimes de l'incendie du 18 de ce mois. Permettez-moi, au nom des familles réduites à la misère par cette désastreuse conflagration et auxquelles est destinée la somme que vous m'avez adressée, les sentimens d'une vive reconnaissance non seulement pour ce secours, mais encore pour les efforts que vous avez si intrépidement faits pour arrêter les progrès des flammes.

Apréciant, comme je le fais, les sentimens d'humanité qui caractérisent si particulièrement l'honorable corps des pompiers, auquel vous appartenez, je dois vous dire ma satisfaction de pouvoir contribuer à soulager la misère des familles plongées dans l'affliction par ce désastre.

Recevez, Messieurs, mes remercimens publics pour votre généreuse contribution et le zèle que vous montrez dans l'accomplissement des pénibles devoirs que vous avez été imposés.

J'agrée aussi les sentimens d'amitié et d'estime que votre conduite m'a inspirés et avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,
L. U. GAIENNIE,
Recorder de la 3me. municipalité.

PARIS, ce 11 mars.

(Correspondance particulière de l'*Abeille*.)

Monsieur l'Editeur,

Nos affaires de France (si l'on juge de la France par ceux qui la gouvernent) sont justement aussi avancées aujourd'hui que lors de ma dernière lettre; c'est à dire que les ministres nouveaux (ou plutôt les membres du cabinet ancien, amalgamé avec quelques nullités additionnelles) nos ministres, tels quels, n'ont encore rien politiquement émis devant les Chambres, et nous attendons toujours.... Sans beaucoup d'espoir, il faut le dire. Du reste on nous prépare une queue au procès Fieschi: il s'agit cette fois d'un attentat avorté qui devait faire sauter sur la route de Neuilly toute la famille royale: nous verrons dans un mois ce qu'il faut en croire.

Je vous ai parlé, dans ma dernière lettre, du vague répandu sur les destinées de notre Europe par l'attitude des trois puissances absolues, la Russie, l'Autriche et la Prusse: ce vague a déjà disparu en partie. Quelques malheureux réfugiés Polonais s'étaient crus en sûreté dans la ville libre de Cracovie: un assassinat commis dans cette ville a fourni au Czar et à ses alliés d'Autriche et de Prusse un prétexte pour exiger l'expulsion des malheureux Polonais, et depuis le 17 février, la ville de Cracovie est occupée militairement au nom des trois *Puissances Protectrices*: c'est encore un coup de canif dans le traité de Vienne. Les autres vidolles libres, et Francfort en particulier, dont l'indépendance *protégée* est garantie par le même Congrès de Vienne, attendent en tremblant que leur tour soit venu. Quant à nous, nous voyons grossir la colossale boule de neige de la Russie, et notre gouvernement, embarrassé dans ses allures, semble ne rien voir de ce qui se passe au Nord de l'Europe. Si nous ne connaissions à fond les principes religieux de M. Thiers, président du Conseil, nous serions portés à croire qu'il s'en remet à la Providence du soin d'arranger tout pour le mieux. Je vous adresse quelques documens, je l'espère, vous feront juger de l'importance qu'a pour les Etats constitutionnels européens l'occupation de Cracovie par la Russie, la Prusse et l'Autriche. (Voyez les extraits A. et B.)

M. Thiers, ministre des affaires étrangères, a eu l'occasion d'expliquer ses vues diplomatiques dans la séance d'avant-hier, 9 mars; mais il n'a pas cru devoir en profiter. Il s'agissait du projet de loi portant demande d'un crédit supplémentaire de 7 millions pour acquitter les dépenses d'armemens maritimes occasionnés par la malheureuse contestation qui s'est élevée entre votre gouvernement et le nôtre. La nouvelle de l'acceptation de la médiation de l'Angleterre avait déjà parvenue, à la satisfaction générale de tous les amis de la liberté. M. de Salvette, l'un des plus honorables membres de l'opposition, sans combattre l'allocation de fonds demandée, a cru devoir interroger le ministère sur l'attitude qu'il prétendait donner à la France envers la Russie, et il l'a surtout interpellé sur la violation du territoire de Cracovie par les troupes russes, autrichiennes et prussiennes. M. Thiers est aussitôt monté à la tribune, et a répondu.... qu'il n'avait rien à répondre quant à présent, que le gouvernement s'expliquerait sur ces faits lors de la discussion du budget des affaires étrangères.... Nous sommes tuits à ce silence diplomatique; il nous a seulement étonnés de la part de M. Thiers, que tout à l'heure encore (il n'y a pas un mois) ses ex-collègues, Mrs. de Broglie et Guizot, accusaient souvent d'indiscrétion et de bavardage inconsidéré. La seule chose positive qu'ait alors avancée le nouveau président du Conseil, c'est qu'il ne s'agit plus entre nous et votre gouvernement, que de questions de formes et qu'avant peu les liens existant entre la France et les Etats-Unis seront renoués et rendus indissolubles.

Nos autres travaux parlementaires sont toujours de peu d'intérêt pour vous. La chambre des députés a terminé son projet de loi sur les chemins vicinaux et s'occupe maintenant d'une loi de répression des crimes et délits commis par les Français dans les échelles du Levant. Tout cela, comme vous voyez, nous est personnel, et vous affecte peu. Demain samedi seulement, le rapport des pétitions (chose ordinairement paisible et de peu d'intérêt) nous promit une discussion politique de la plus haute importance. Un pétitionnaire demande l'amnistie pour tous les crimes politiques et que l'on doit interpeller à ce sujet Mrs. Passy, et Sauzet, qui nagu ères ont fait de cette grande mesure la condition essentielle de leur entrée au ministère, et qui paraissent l'avoir oublié depuis peu. Vous vous rappelleres, s'il vous plait, que M. Sauzet fut l'avocat des ministres de Charles X, et que ses clients du Ham sont intéressés dans la pétition: si le nouveau garde des sceaux repousse l'amnistie, cela sera quelque peu piquant: aussi les français ne manqueront-ils pas d'en rire; car le Français, il faut le dire, rit beaucoup des choses sérieuses. Ma prochaine lettre vous parlera donc des résultats de ce grand débat qui se prépare; je n'en attends, pour ma part, que des paroles bien sonores, des larmes d'humanité bien abondantes et bien stériles, et le renvoi, comme toujours, à un avenir indéfini.

Je ne vous parlerai pas des manœuvres stratégiques des Espagnols; ce sont toujours des escarmouches à avantages égaux des deux parts, c'est-à-dire que la plupart du temps, les deux troupes ennemies se remplacent tour à tour presque sans coup férir et de la veille au lendemain sur les terrains où leur guerre semble se perpétuer. On attend toujours que le gouvernement Mendizabal frappe d'un coup décisif; mais de son côté M. Mendizabal attend pour agir que les nouvelles élections soient achevées. Un fait important à constater dans ces élections, c'est que les villes d'Oviedo et de Grenade qui avaient envoyé MM. Torreno et Martinez de la Rosa aux précédentes Cortès, ne les ont pas ré-élus. Cela annonce de la part des électeurs une intention de ne faire entrer dans la nouvelle chambre élective que des hommes actifs et prompts, et dont les idées portent sans arrière pensée vers l'accomplissement de la révolution qui s'opère en Espagne.

Je termine ici ma lettre, monsieur [illegible] ne voulant pas embarrasser mon [illegible] y aux extraits dont [illegible] dition de [illegible] par notre armée [illegible] assez remarquable qui [illegible] tion de la France et de l'Angle- [illegible] de la Russie. (Voir l'extrait D.)

Recevez, Monsieur l'Editeur, l'assurance de mon entier dévouement.

A*** C***—De Paris.

P. S. du 13 mars—La séance dont je vous ai parlé a eu lieu, et les ministres, par l'organe de M. Sauzet, ont tenu ce langage humain et stérile que je vous prédisais. Il ne s'agit plus d'amnistie, a soutenu le nouveau garde des sceaux: il s'agit de grâce; et ce droit de grâce, ce droit de nature divine, ce droit le plus beau, le plus doux &c. &c., ce droit appartient exclusivement, à la couronne; je touchons pas à cette prérogative de miséricorde! N'y touchons pas!—Et la Chambre des députés, toute émue, a prononcé l'ordre du jour sur les diverses pétitions qui demandaient l'amnistie—Il nous reste à voir, quand, comment, jusqu'à quel point et envers qui, la monarchie de juillet usera de son privilège presque céleste de pardon et d'oubli: les anciens rois de France croyaient pouvoir guérir en les touchant toutes les écrouelles, de leurs sujets; et s'ils ne le faisaient, du moins s'efforçaient-ils de le faire: c'était le droit divin. Le roi de droit nouveau peut en un seul trait de plume, guérir bien des chagrins, effacer bien des haines, se faire beaucoup d'amis: En usera-t-il?

A.

B.

"Extrait du Constitutionnel du 5 mars 1836."

POLOGNE.—La ville et le territoire de Cracovie ont été occupés militairement le 17 février au nom des trois puissances protectrices.

Le commandant en chef des troupes combinées, le général d'artillerie autrichien, François Kaufmann-de-Tannenburg, en entrant à Crocovie, a publié la proclamation suivante:

"Les sérénissimes protecteurs de la république de Cracovie.

Considérant les désordres les violences et même les crimes qui ont récemment troublé la tranquillité de la ville de Cracovie et des paisibles habitans;

"Considérant qu'il est prouvé, d'une manière incontestable, que tous ces méfaits doivent être attribués aux réfugiés politiques, émissaires révolutionnaires et gens sans aveu qui, dans ces derniers temps, se sont accumulés en très-grand nombre dans ladite ville et son territoire;

"Considérant de plus, les devoirs que la qualité de protecteurs de Cracovie impose aux trois souverains, et pénétrés de la nécessité de mettre un terme à l'état désordonné où se trouve la dite ville, et qui compromet le repos des provinces limitrophes;

"Considérant enfin que le gouvernement de la république de Cracovie, malgré les moyens qui lui ont été offerts, n'a pas obtemperé à la sommation à lui adressée conformément à l'article 9 de l'acte du congrès de Vienne, de faire arrêter le ramas de fugitifs et de reprix de justice qui se trouvent sur son territoire bien que, en vertu du même article, l'extradition de ces individus aurait pu être exigée, de sorte que ledit gouvernement a négligé d'exécuter les conditions qui garantissent la neutralité de Cracovie;

"Ont cru nécessaire de prendre la décision d'exécuter par leurs propres moyens une mesure qu'ils ont reconnu indispensable pour procurer aux paisibles habitans de ladite république la tranquillité et la sécurité dont ils ont constamment joui auparavant, et pour préserver leurs propres provinces limitrophes des menées révolutionnaires dont cette république est devenu le foyer.

"C'est uniquement pour atteindre ce but que les troupes dont les hautes puissances m'ont confié le commandement, entrent actuellement dans la ville et le territoire de Cracovie.

"Comme les trois puissances, par cette mesure, ne visent qu'à rétablir et à consolider pour l'avenir le repos de la république, je crois pouvoir compter que les habitans de Crocavie accueilleront ces troupes avec bienveillance, pandis que, de mon côté, je veillerai à ce qu'elles observent la discipline la plus sévère.

"Aussitôt que la mesure que les sérénissimes protecteurs de la république, dans leur sollicitude pour celle-ci, ont jugé à propos d'ordonner, aura reçu son entière exécution, c'est-à-dire dès que la ville et le territoire de Cracovie auront été purgés des hommes dangereux qui s'y sont accumulés, l'ordre et la tranquilité y auront été rétablis, il sera mis un terme à l'occupation militaire actuelle, et les troupes commandés par moi évacueront la république.

"En attendant, les autorités administratives et judiciaires de la république continueront sans interruption à exercer leurs fonctions, bien entendu cependant que ces autorités, quant aux mesures pour assurer la tranquilité publique et pour expulser les fugitifs intrus, sont subordonnées aux forces militaires qui, pendant la durée des circonstances actuelles, ont été spécialement chargées de ces missions par les puissances alliées.

B.

"Extrait du Constitutionnel du 5 mars 1836."

On vient de nous communiquer la pétition suivante que 135 Polonais, demeurant à Paris, ont adressée à la chambre des députés.

"A Messieurs les députés,

"Messieurs, au nom d'une calamité qui vient de frapper nos frères à Cracovie, nous venons implorer pour eux votre secours, et répéter d'un accent douloureux ces mots que cinq années de souffrances nous ont rendus familiers: *Sauvez nos frères!*

"La république de Cracovie, confiante dans le traité de Vienne, qui la déclarait libre et indépendante, avait ouvert ses portes à ceux de nos frères qui n'ont pu aller ailleurs chercher un ciel et un toit pour abriter leur tête.

"Mais les spoliateurs de notre pays, regardant d'un œil inquiet leur paisible existence, impatiens de détruire le dernier vestige d'une glorieuse révolution, qui offensait leur orgueil, honteux de voir si près de leur despotisme un coin abritant les victimes de leurs atrocités, mettent en exécution par des voies de fait ce qu'ils ne pouvaient atteindre par des intrigues ni par des menaces.

"La haine des puissans de la terre ne manque jamais de prétextes pour justifier ses rigueurs. Aussi une rixe dans cette ville, provoquée sans doute par leurs menées secrètes, sert de motif pour faire marcher leurs troupes, et pour demander l'expulsion de tous les réfugiés. Ils seront déportés en Amérique s'ils ne produisent pas des passeports pour entrer en Angleterre ou en France.

"Messieurs les députés! pour l'oreille d'un Polonais l'Amérique c'est un arrêt qui le frappe de mort. Sa poitrine, rongée par un ulcère de proscription, croit encore à la guérison de son mal, quand il lui est donné de respirer l'air de l'Europe; mais, frappé d'une paralisie politique, rêve encore l'espérance et le salut quand il lui est donné de la reposer sur une pierre attachée au sol français, c'est cet air pour sa poitrine, c'est cette pierre pour sa tête que nous vous demandons.

Messieurs les députés, invitez le gouvernement à donner l'ordre à M. l'ambassadeur de France à Vienne d'accorder des passeports à ces nouveaux proscrits.

"Messieurs les députés, si le sort, jaloux de l'honneur de la France, n'a pas permis à ses enfans de couvrir de leur poitrine leurs anciens compagnons d'armes, que leurs bras au moins emportent du champ de l'honneur les malheureux privés de forces. C'est au nom de cette fraternité, de cette sympathie pour le malheur, au nom de la gloire de votre pays, que nous vous répétons, Messieurs les députés: *Sauvez nos frères!*"

(Suivent les signatures.)

D.

[Extrait du *Constitutionnel* du 10 mars.]

QUESTION D'ORIENT.

La France et l'Angleterre.

Ce n'est pas sans raison que l'Angleterre se montre la plus vigilante des puissances intéressées à réprimer le rapide agrandissement des Russes vers l'Orient. Elle possède dans l'Asie la presqu'île de l'Inde, c'est-à-dire cent quinze millions de sujets, et les plus belles, les plus riches colonies du monde. Depuis long-temps une telle proie tente la Russie, ses vues sur ces régions ne sont plus un mystère. C'est le sujet des alarmes des Anglais, le texte des menaces des Russes. (1) Les routes qui y conduisent, sont chaque jour étudiées, et de nombreux plans d'invasion existent, parmi lesquels deux surtout, ont fixé l'attention. L'un fait marcher les armées moscovites par la Perse, l'autre les dirige par la Boukarie et le pays des Afgans. Aucun des deux n'est matériellement impraticable, et ils ne surpassent pas en grandeur ni en témérité, plusieurs entreprises militaires qui ont réussi.

Néanmoins, ces tentatives présenteraient d'immenses difficultés. Mais les Russes s'étendent dans l'Orient, qu'ils s'établissent dans Constantinople sur les ruines de l'empire turc, essuiérent les plus grands obstacles disparaissent. L'expérience en est faite: sans remonter plus loin, lorsque nous étions en Egypte, une armée anglaise partie des Indes est venue nous en disputer la possession. Une armée russe n'aurait qu'à suivre la même chemin. Enfin, les Anglais tentent depuis quelque temps, une route encore plus directe par l'Euphrate. En ce moment même, leurs [illegible] teaux à vapeur explorent ce fleuve, [illegible] sur laquelle pourraient bien [illegible] un jour les soldats moscovites.

Pour l'Angleterre elle-même, une autre incertitude encore d'autres dangers. Aussi dit-on que la Russie serait maîtresse de la mer Noire et de ses clés, les Dardanelles, elle attirerait à elle tout le commerce de l'Orient. Sa marine prendrait alors un développement formidable. En peu d'années, peut être, ce serait sur les mers une rivale que les Anglais ne pourraient plus mépriser, surtout si elle avait soin de se fortifier par un bon système d'alliances dont elle semble déjà jeter les fondemens. Déjà on soupçonne avec quelque fondement qu'il existe des liens secrets entre la Russie et les Etats-Unis; poussés par un instinct inné, notre géant du Nord et le colosse naissant d'Amérique se seraient, dit-on, donné la main, comme s'ils se croyaient appelés à se partager la terre.

Mais ce n'est pas l'Angleterre qui se laissera surprendre par ses ennemis. Soigneuse de sa sécurité, elle témoigne la ferme volonté d'empêcher les Russes d'asservir la Turquie, et ce qu'elle veut, elle le peut.

Vainement la Russie présente-t-elle sa masse incommensurable. L'étendue de son territoire et le nombre de ses habitans ne sont pas les seuls élémens qui constituent la puissance d'un état. L'Angleterre, avec sa population médiocre, divisée par des révolutions, semble, n'en a pas moins pris, à toutes les époques, la part la plus grande à toutes les querelles européennes; et elle a posé dans la balance autant qu'aucun des peuples les plus redoutés.

Ces deux petites îles, qui composent le Royaume-Uni, ont réalisé des prodiges dignes de l'admiration des hommes. Avec vingt mille Anglais elles ont conquis, à quatre mille lieues de distance, cent quinze millions de sujets. Elles supportent avec facilité un budget de quinze cent millions et une dette de vingt milliards. Une charge si écrasante ne les empêche pas de posséder le plus puissant moyen de richesses qu'aucune nation ait jamais réuni. Leur crédit n'a pas de limites. Enfin leur industrie a pris un tel développement, qu'elles inondent le globe de leurs produits, et que leur trente mille vaisseaux suffisent à peine à les répandre incessamment sur tous les points de la terre.

Les Anglais, avec leur position insulaire, ont aspiré à l'empire de l'Océan; leur habileté l'a conquis et assuré. L'histoire ne présente rien de comparable à leur établissement maritime: ils ont, sur toutes les mers, une chaîne de postes fortifiés, où leurs innombrables navires trouvent abri, ressources et protection. Par de positions militaires savamment combinées, ils dominent toutes les routes que peut suivre un vaisseau. Enfin, tandis que toute l'Europe réunie compte à peine trois cents bâtimens de guerre, eux seuls en possèdent plus de six cents.

C'est cette irrésistible supériorité sur les flots, qui met l'Angleterre merveilleusement en état de réprimer les tentatives de la Russie. La Grande-Bretagne dispose par là des moyens d'agression les plus puissans contre l'empire moscovite. Par un blocus, elle pourrait emprisonner les Russes derrière le Sund et les Dardanelles; elle pourrait les attaquer dans leurs établissemens de Sébastopol et d'Odessa, et dans leur capitale même. Enfin si la solution des affaires d'Orient nécessitait une guerre, ce serait sur mer que se déciderait la question; car le sort de Constantinople dépendra toujours du maître de la mer Noire. Or, le résultat en serait-il douteux? Que pourraient les quatre-vingts bâtimens de guerre de la Russie, composés de matériaux fragiles et manœuvrés par des paysans arrachés aux forêts contre les six cents vaisseaux de l'Angleterre si solidement construite et dirigés par des marins si consommés?

On a vu si l'Angleterre a intérêt à arrêter la Russie; on peut juger maintenant si elle en a le pouvoir.

Mais son ennemi l'entreprise qu'elle paraît décidée à tenter sera d'un succès plus certain encore, si nous lui assurons notre concours! Sans doute le danger n'est ni aussi direct, ni aussi prochain pour nous que pour notre alliée; mais que l'éloignement du péril ne nous rende pas imprévoyans. Quelques années encore d'indifférence, et peut-être, selon la vue prophétique de Napoléon, l'Europe aurait-elle à soutenir une lutte désespérée pour repousser un joug ignominieux.

C'est à la France, forte et puissante, qu'il appartient d'assurer l'indépendance de la grande famille européenne. Forte de tant de ressources, secondée par la sympathie universelle, il dépend d'elle d'assurer le salut du continent.

La France et l'Angleterre désirent la paix. Mais si une guerre imprudente était provoquée par la nation à laquelle on ne demande que de mettre des bornes à son ambition démesurée, alors ce serait le cas d'appeler tous ses voisins à reprendre sur elle ce qu'elle leur a usurpé. Une telle ligue la menacerait dans son existence, et il y a de bonnes raisons de croire qu'on y a déjà songé.

Ce sera donc à la Russie à être prudente, à la France et à l'Angleterre à être fermes. Alors l'arrangement des affaires d'Orient ne nécessitera aucun de toutes les probabilités aucun sacrifice. Dans le cas contraire, et si nous y sommes contraints, les moyens ne manqueront pas de faire porter à la Russie la peine de sa témérité.

(1) "Comment cette Albion endettée ose-t-elle reveiller l'ours polaire? Non, il faut que le tour de l'Angleterre vienne; dans quelque temps, nous ne devons plus faire avec ce peuple aucun traité si ce n'est à Calcutta."

(Gazette de Moscou, 27 décembre 1833.)

Banque et Compagnie du Gaz de la N Orle.

PIERRE BACOT ayant résigné la place de Secrétaire de cette banque, M. Joseph W Houston a été dûment élu pour le remplacer.

24 mai JAMES B MARKS, asst. caissier.

SANGSUES en débarquement du navire Salem et Globe de Bordeaux,
15000 Sangsues de 1re premier choix,
Capsules Gélatineuses au baume de Copahu,
Clysopompes, Seringues do.
Taffetas ciré pour douleur, Créosote,
Hydroferro cyanate de quinine,
Divers autres produits chimiques à vendre à la pharmacie de J. METGE,
24 mai—3 Rue Royale No. 199.

DANS l'affaire des enfans mineurs de Jean Baptiste Neuville Durel.

Vente par le Régister des Testaments.—Samedi, le vingt cinquième jour de juin, 1836, à midi, à la Bourse, encoignure des rues Chartres et St. Louis, en vertu d'un ordre, (daté 7ème. Mai, 1836,) de l'hon. Cour des Preuves, dans et pour la paroisse et la ville de la Nouvelle Orléans, j'exposerai en vente publique, à l'encan, pour compte des enfans mineurs de Jean Baptiste Neuville Durel, le nègre esclave nommé William, âgé environ treize ans.

Conditions de la vente:—six et douze mois de crédit en billets endossés à satisfaction, portant hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

W. F. C. DUPLESSIS, Reg. des Tes.

N. B.—L'acte de vente sera passé pardevant Hugues Pedescleaux, not. pub. aux frais des acquéreurs.

24 mai

SUCCESSION MARIGNY.—Cour des Preuves.—Vente par le Régister des testamens.—Mardi 24e jour de juin, 1836, à midi, à la Bourse de Hewlett, encognure des rues Chartres et St. Louis, en vertu d'un ordre de l'honorable Cour des Preuves, dans et pour la paroisse et la ville de la Nouvelle-Orléans, j'exposerai en vente publique à l'encan, pour compte de la succession de Prosper Marigny, décédé, les esclaves suivans, savoir:

Euphrosine, négresse créole âgée d'environ trente ans et son fils Charle-, âgé d'environ douze ans.

Conditions de la vente: Douze mois de crédit en billets endossés à satisfaction avec hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

W. F. C DUPLESSIS,
24 mai Régister des testamens.

N. B. L'acte de vente sera passé par devant Félix Grima, notaire public, aux frais des acquéreurs.

AVIS—Le soussigné prévient le public qu'il ne paiera aucunes des dettes que pourra contracter Anne Elizabeth St.-Pastou, son épouse.

A. LAFAYE.
23 mai—3

37 Nous appelons l'attention du public sur une vente considérable de propriétés foncières qui sera faite aujourd'hui, 24 mai, à midi, à la Bourse de l'Arcade par Mrs. Thomas C. Cash & Co., encanteurs.

Entr'autres terrains de valeur, il faut citer le terrain et la résidence si commode de M. Samuel Thompson, situés entre les rues Julia et St. Joseph, mesurant 52 pieds 5 pouces de face sur 180 pieds de profondeur.

Cinq superbes terrains formant l'encoignure des rues Camp et Delor.

Un lot entier dans le voisinage immédiat de la presse à coton d'Orléans, au faubourg Lacourse. Cet [illegible] est convenable pour [illegible] coton ou un magasin à briques, et est le seul lot entier qui reste à vendre dans le voisinage du fleuve, dans la 2me. municipalité.

Un lot entier dans le faubourg Lafayette, près du rail road Carrollton.

Cinq terrains dans la ville de Lafayette.

Trois lots dans le faubourg Livaudais, dont on fait face au rail road Carrolton.

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 24 mai 1836.

COTON.

1560 balles	Mississipi	15 1/2
44 do	do	18¼
160 do	Tenessee	14¼
1701		

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Expédiés.

Navire paquebot Montezuma, Davis, New-York
J D Bein & A. Cohen.
Navire Franklin, Robinson, Havre, Levi H. Gale
Navire Harriet, Stroud, Londres, J S Roy
Brick Ler, Slege, Boston G Bedford
Brick Arethusa, King Havane J W Zacharie & Co.
Goël. Elizabeth, Forsythe, Pensacola, capitaine
Goël. Helen, Davis, Richmond G Bedford
Goël. Eliza, Clark, Tuspan, Stinson & Campbell

Arrivés.

Bateau à vapeur Rocky Mountain, Pilher, venant de Nashville.

Bateau à vapeur Abeons, Eddy, de Little Rock, avec du coton.

AVIS.—C. A. FESSARD, ouvrira le premier de Juin prochain, à son nouveau domicile, rue St Philippe, No. , maison haute du Docteur Martin, entre les rues Royale et Bourbon.

UN COURS D'ENSEIGNEMENT

De lecture, d'écriture, de grammaire française et d'arithmétique pratique et commerciale, pour les enfans de couleur; la tenue des livres sera également enseignée aux élèves suffisamment avancés.

A dater de la même époque, il donnera un cours pratique de tenue de livres en partie double, alternativement les lundis, mercredi et vendredi pour les blancs, et les mardi, jeudi et samedi pour les personnes de couleur; de 7 à 9 heures du soir.

24 mai—1m 25ps C. A. FESSARD.

EN vente à la Librairie de Lelièvre, encoignure Royale et Ste Anne:

Nouveau Dictionnaire de l'Académie Française.

Nouvelles démonstrations d'accouchement par Maigrier,

Dernières Poésies de Lamartine et quantité d'autres ouvrages.

Le cabinet de lecture du sieur Lelièvre, déjà composé de plus de deux mille ouvrages du meilleur choix, vient d'être enrichi de bon nombre d'ouvrages nouveaux, propres à fixer l'attention des lecteurs; entr'autres:

Mémoires sur la Restauration, par Mme. d'Abrantès,
Procès de Fieschi—et les derniers ouvrages de Balzac, de Walsh, du Comte de Peyronnet, Comte de Barbé Marbois, &c. &c.

Jaloux de satisfaire ses abonnés, le sieur Lelièvre n'épargnera ni peines ni dépenses pour se procurer toutes les nouveautés intéressantes et de quelque mérite.

24 mai—

PEAUX DE DAIM—3 balles peaux de daim, en débarquement du steamer Texas, venant de Galveston, pour JAMES REED & Co.
24 mai 35, Royale.

LETTRES DE CHANGE, sur Paris, à vendre par R. A. LEFEBVRE,
24 mai encoignure St. Louis et Levée.

BOUCHONS—15000 bouchons fins, de Bordeaux, à vendre par VIDAL & LONGIS,
24 mai St. Louis, 65

COGNAC—8 1/2 pipes Cognac d'importation directe, à vendre pour clore une facture, par VIDAL & LONGIS,
24 mai St. Louis, 65

VINAIGRE—en barils et en demi barriques, à vendre par VIDAL & LONGIS,
24 mai St. Louis, 65.

VINS DE BOURGOGNE—6 Caisses Clos-Vougeot et Volney, à vendre pour clore une facture, par VIDAL & LONGIS,
24 mai St Louis, 65

CHAPEAUX—Un grand assortiment de Chapeaux, de toutes qualités, pour les marchés de la campagne, à vendre par FROST & Co.
24 mai 8, Dauphine

SUCRE, CAFE DE LA HAVANE—400 caisses sucre blanc et brun; 350 sacs café vert, en magasin, à vendre par MARTINEAU, CRUGER & Co.
24 mai

TOILE à enveloppe de Dundee—100 Pièces, reçues par l'Emerald, à vendre par MARTINBAU, CRUGER & Co.
24 mai

EN débarquement du navire Globe, venant de Bordeaux et à vendre par les soussignés:
100 barils vinaigre blanc,
100 caisses fruits à l'eau de vie,
20 caisses cerises,
260 caisses vin rouge.
LEGENDRE & SAMORY.
24 mai rue Toulouse No. 47

SUCRE BLANC DE LA HAVANE—100 caisses sucre blanc; 900 do. blond, à vendre par LEGENDRE & SAMORY.
24 mai rue Toulouse No. 47

945 Sacs café de la Havane en débarquement du brick Churruca et à vendre par J. FRATS & FILS.
24 mai

500 Balles tabac de Santiago et 20,000 cigares de la Havane en magasin et à vendre par J. FRATS & FILS.
24 mai

A VENDRE par le soussigné, en débarquement du brick Globe, venant de Bordeaux,
80 Barriques vin rouge, Montferrand.
75 Demi-bques vin blanc, Sauterne.
30 Demi-pipes Eau-de-vie Cognac, 1ème. preuve;
et d'importation antérieure, un grand assortiment de Vins en barriques, en caisses, et liqueurs assorties.

PLUS—ayant droit au drawback:—Indiennes françaises, chambergeuilles, mantilles et alépines.
24 mai OSMIN BIGOURDAN.

COTONNADES EPAISSES.—160 balles cotonnades épaisses, de Lowell; 35 do moque do do; 80 do do bleues 4/4; 45 do do rayées 3/4—4 vendre par ANDREWS & BROTHERS,
24 mai 19, Chartres

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour des Preuves dans et pour la paroisse de St. Bernard—Succession de Charles Godefroy Olivier. En vertu d'un décret de l'honorable cour des Preuves, dans et pour la paroisse de St. Bernard, rendu le 21 mai courant, dans l'affaire de madame Evelina Duverge, veuve Charles Godefroy Olivier, tutrice de ses enfans mineurs vs. Pierre Réaud et Jean Baptiste Olivier, pour le partage des propriétés qu'ils possèdent en commun avec les défendeurs.

Il sera vendu par le ci-devant soussigné samedi le 25 de juin 1836, à midi, à la Bourse de Hewlett, en la ville de la Nouvelle Orléans, les propriétés ci-après décrites, appartenant à la succession de feu Charles Godefroy Olivier, conjointement avec Pierre Réaud et Jean Baptiste Olivier, savoir.

1. Une habitation établie en sucrerie, située en la paroisse de St. Bernard, sur le Bayou aux Bœufs, à environ huit milles du fleuve Mississipi, mesurant 21 arpens quatorze toises et quatre pieds de face des deux bords du Bayou aux Bœufs, ayant quarante arpens de profondeur sur le côté nord-est dudit Bayou et trente arpens de profondeur sur le côté sud-ouest dudit bayou, bornée à la ligne supérieure et des deux bords dudit bayou par la propriété de M. Antoine Murrero et à la ligne inférieure aussi des deux bords dudit Bayou par l'habitation de Madame Veuve Nicolas Delaronde Olivier, ensemble avec les édifices, instrumens aratoires, et autres objets qui sont attachés à ladite habitation.

2. Un morceau de terre, situé à environ onze arpens audessus de l'habitation ausdécrite, mesurant trois arpens vingt et une toises et cinq pied sde face des deux bords du Bayou aux Bœufs, ayant une profondeur de quarante arpens sur la rive nordest dudit bayou, trente arpens sur la rive sud-ouest dudit bayou, borné à la ligne supérieure des deux bords du bayou par l'habitation de M. Jacques Tontant et à la ligne inférieure, aussi des deux bords dudit bayou par la propriété de M. Félix Murrero.

3. Un autre morceau de terre situé à l'endroit appelé Binkeck, à environ neuf milles audessous de l'habitation ausdécrite, ayant trois arpens de face des deux bords du Bayou aux Bœufs sur une profondeur de quarante arpens sur la rive Est dudit bayou, et de trente arpens de